

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

## ZIMBABWE-POLITIQUE-ARMÉE

"On pensait que c'était la fin d'une époque. Qu'est-ce qu'on a eu tort !", résume Linos Mutepera, un ingénieur au chômage, deux ans après la chute du président zimbabwéen Robert Mugabe, resté au pouvoir près de quatre décennies.

## AFSUD-MIGRATIONS-DROITSHUMAINS-RACISME-RDCONGO

Les yeux embués, Thérèse Walu se rappelle du dernier dîner en famille il y a dix-neuf ans, avant l'attaque de son village en République démocratique du Congo. Après un très long périple de 3.000 kilomètres, elle est arrivée en Afrique du Sud, où elle attend toujours d'être régularisée.

## GB-TECHNOLOGIES-INTERNET-PARTIS-ÉLECTIONS

Le Labour, principal parti d'opposition britannique, a promis hier un accès internet rapide et gratuit pour tous d'ici 2030, s'il arrive au pouvoir après les élections législatives du 12 décembre, une des promesses les plus onéreuses et spectaculaires de la campagne.

## IRAK-POLITIQUE-MANIFESTATION-TROUBLES-SOCIAL

L'Irak sera marqué à jamais par les semaines de manifestations réclamant des réformes et le départ d'une classe politique, a estimé hier la plus haute autorité chiite du pays, dans une nouvelle marque de soutien à la contestation inédite.

## USA-UKRAINE-DESTITUTION-ÉLECTIONS-DIPLOMATIE

L'ex-ambassadrice américaine en Ukraine, qui a confié s'être sentie menacée par Donald Trump, a témoigné hier au Congrès lors de la seconde audition publique depuis l'ouverture de l'enquête en destitution qui menace le président républicain.

## CHILI-PARLEMENT-CONSTITUTION-RÉFÉRENDUM-MANIFESTATIONS

Les partis politiques au Chili sont parvenus hier à un accord historique au Parlement pour organiser un référendum en avril 2020 afin d'adopter une nouvelle Constitution remplaçant celle héritée voilà trente ans de la dictature d'Augusto Pinochet, et tenter d'apaiser la violente crise sociale qui secoue le pays.

# Commémoration : 65 ans de déclenchement de la révolution algérienne

**LES** Algériens du Gabon se sont joints à leurs compatriotes restés au pays et aux autres dispersés dans le monde entier pour célébrer, avant-hier, la Révolution de leur république.

D.O  
Libreville/Gabon

**A**u cours d'une soirée organisée à la salle de fête du Beach Club, dans la commune d'Akanda, l'Ambassadeur d'Algérie près la République gabonaise, Mohamed Antar Daoud, a commémoré avec les siens, en présence d'amis, les 65 années du déclenchement de la révolution algérienne ayant débouché sur l'indépendance de ce pays. Une cérémonie à laquelle assistaient quelques membres du gouvernement gabonais et le ministre algérien du Commerce, Saïd Djellab.

Ce 65<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la "glorieuse" révolution, célébré chaque mois de novembre depuis 1954, revêt un éclat particulier. En effet, à en croire Mohamed Antar Daoud, 65 ans à l'aube de 2020, représente une prise de conscience de l'importance que revêt le futur, tant le passé constitue une période de développement certes dans tous les domaines, mais aussi des moments douloureux pour toutes les familles algériennes face à un fléau planétaire ayant pour nom le terrorisme. La commémoration de cette fête nationale algérienne a ainsi donné l'occasion à l'ambassadeur d'Algérie auprès de notre pays, de rappeler la qualité des relations entre Libreville et Alger. Selon lui, la coopération avec le Gabon est appelée à devenir un exemple de la coopération Sud-Sud. Il en veut pour preuve, l'engouement suscité par la troisième (3<sup>e</sup>) édition de l'exposition des produits spécifiques algériens, ouverte depuis le début de cette semaine au Jardin Botanique. Le diplomate algérien s'est ainsi réjoui du pragmatisme qui



Mohamed Antar Daoud lors de son intervention, en présence du ministre algérien du Commerce et quelques officiels gabonais.

sous-tend la coopération gabo-no-algérienne. "Les 12 accords de partenariat signés l'année dernière entre entrepreneurs

privés commencent à donner des fruits. Quant aux 3 accords signés entre les institutions algériennes et gabonaises, ils

consacrent une évolution majeure de la volonté politique affichée par nos deux États", a-t-il conclu.

## Une commémoration dans un contexte trouble



Les manifestants dans les rues d'Alger.

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**T**OUCHÉE par une vague de manifestations ayant entraîné le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, la rue algérienne ne désemplit pas des mouvements sociopolitiques dont le but aujourd'hui est de réclamer l'expression démocratique dans un pays

où le réel pouvoir est détenu par l'armée. Si les manifestants n'ont cessé de réclamer l'organisation d'une élection présidentielle transparente, ils en appellent également à une ouverture démocratique qui serait synonyme de la fin de la mainmise des militaires dans la sphère de décision de ce pays de l'Afrique du nord.

D'ailleurs, le scrutin présidentiel

prévu le 12 décembre prochain est fortement contesté par la rue du fait que beaucoup d'Algériens craignent que les conditions de transparence ne soient pas assurées. D'où ils insistent pour la mise en place d'institutions de transition. Toutefois, le général Gaïd Salah, et le haut commandement militaire qu'il représente, refusent depuis des mois toute autre voie de sortie de crise qu'une élection présidentielle.

"Les élections n'auront pas lieu !", ont encore scandé hier les manifestants, à Alger, la capitale, à deux jours du lancement dimanche de trois semaines de campagne électorale.

En outre, il est reproché aux cinq candidats en lice, d'avoir tous participé aux 20 ans de présidence Bouteflika ou l'ayant soutenu. Parmi eux, les ex-Premiers ministres Ali Benflis et Abdelmajid Tebboune. Des septuagénaires qui font office de favoris d'un scrutin courant le risque d'une forte abstention.

Photo: D.O

Photo: DR